

Pourquoi les cours du pétrole sont en baisse

Le prix du baril est tombé à environ 67 dollars, sur fond d'augmentation de la production américaine

C'est un paradoxe : alors que les « gilets jaunes » bloquaient, samedi 17 novembre, péages et bretelles d'autoroute afin de protester, entre autres, contre la hausse du prix de l'essence, le prix du baril, lui, ne cesse de s'effondrer. Mardi, le cours du brut tournait ainsi autour de 67 dollars, après avoir enregistré une chute de 23 % depuis le début du mois d'octobre.

Après l'annonce de sanctions américaines contre l'Iran, en mai, rien ne semblait arrêter la hausse des cours, qui, à plusieurs reprises, ont dépassé la barre des 80 dollars (70 euros). Les traders estimaient que la perte de plus d'un million de barils iraniens allait durement pénaliser un marché pétrolier déjà tendu et propulser le baril autour de 90, voire 100 dollars.

Or c'est le phénomène inverse qui s'est produit. Alors que la demande reste forte, les pays pétroliers ont tous augmenté leur production en même temps, arrosant un marché qui n'en demandait pas tant. « Il y a trop de pétrole sur le marché mondial pour pouvoir supporter les récents niveaux de prix », a ainsi expliqué à l'Agence France Presse l'analyste James Williams, de WTRG. « Ceux qui pensaient que le baril se dirigeait vers les 95 dollars ne peuvent que capituler, nous y compris », ont reconnu les analystes de Bank of America Merrill Lynch, dans une note.

Pourtant, au niveau global, l'appétit pour l'or noir demeure très fort. Ainsi, en septembre, le monde a, pour la première fois, consommé plus de 100 millions de barils par jour. Cette demande est portée par la Chine, qui utilise toujours plus d'hydrocarbures, tant pour les véhicules que pour la pétrochimie ou l'aviation. En dépit des risques de guerre commerciale avec les Etats-Unis, ce besoin chinois en pétrole va se poursuivre dans les années à venir, d'après l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

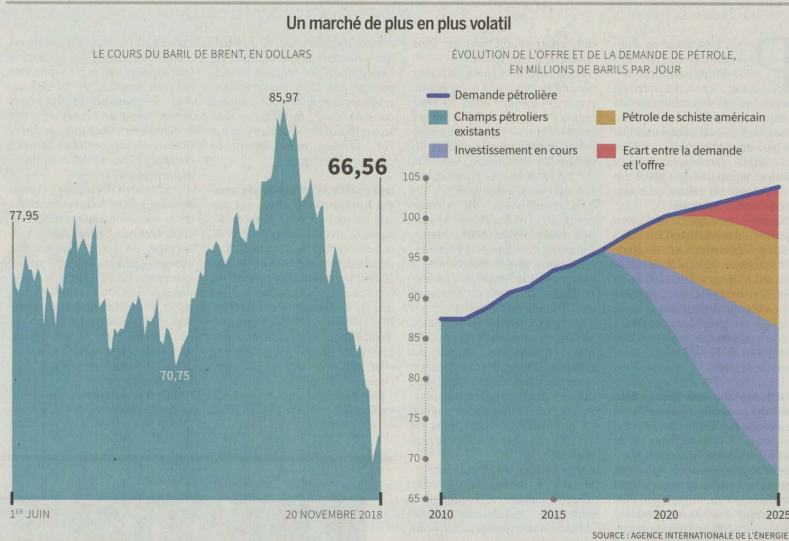
Du côté de l'offre se joue un drôle de jeu géopolitique entre Etats-Unis, Arabie saoudite et Russie

C'est donc du côté de l'offre que se joue un drôle de jeu géopolitique, entre les trois maîtres du pétrole mondial. Les Etats-Unis, l'Arabie saoudite et la Russie ont tous accru leur production, ce qui leur a permis de profiter d'un prix élevé, mais ce qui a aussi conduit à déséquilibrer le marché.

Au début de l'été, exaspéré par les cours trop élevés, le président américain, Donald Trump, avait sommé l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), dont l'Arabie saoudite est le leader de fait, d'augmenter la production pour faire baisser les prix. De mauvaise grâce, le royaume wahabite avait convaincu le cartel et son allié russe de s'exécuter. Il faut dire que le locataire de la Maison Blanche a multiplié les injonctions contradictoires : d'abord, il a tout fait pour imposer un embargo sévère sur l'Iran, ce qui a fait monter les prix durant l'été. Puis il a dénoncé cette hausse, exigé une baisse des prix de l'essence aux Etats-Unis.

Curieux ajustement

Le meurtre sordide du journaliste saoudien Jamal Khashoggi le 2 octobre dans l'enceinte du consulat saoudien à Istanbul, a paradoxalement précipité les choses. « Les Saoudiens ont tardé à augmenter vraiment la production, comme le souhaitaient les Américains, note un patron du secteur, mais l'affaire Khashoggi ne leur a pas laissé le choix : pour obtenir le soutien de Trump, il leur fallait ouvrir les vannes ». Les Russes, enchantés à l'idée de représen-



dre la production lorsque les prix sont au plus haut, se sont également mis au diapason.

Mais au même moment, les producteurs de pétrole de schiste américain ont aussi appuyé sur l'accélérateur. Ici, pas besoin d'injonction politique, c'est le prix du pétrole qui commande, et qui fait progresser la production américaine à un rythme inédit. « Les Etats-Unis vont probablement finir l'année avec une production réelle plus élevée que les capacités de production de l'Arabie saoudite », souligne Olivier Jakob, analyste chez Petromatrix.

Cette reprise globale s'est ajoutée à un curieux ajustement de la

stratégie américaine sur l'Iran. L'administration Trump prometait que ces sanctions seraient « les plus dures de l'histoire », mais elle a accordé à la dernière minute huit exemptions aux plus gros importateurs de brut iranien, dont la Chine et l'Inde.

Ces derniers mouvements ont été peu appréciés par les Saoudiens, qui y ont vu une faiblesse américaine vis-à-vis de leur grand rival régional, l'Iran. Pour éviter que la glissade des prix se poursuive, Riyad a d'ores et déjà annoncé une réduction de sa production de 500 000 barils par jour. Le royaume espère convaincre ses partenaires de l'OPEP, au

début du mois de décembre à Vienne, de réduire sérieusement la production du cartel. S'il y parvenait, les prix pourraient remonter rapidement.

Le sujet est déterminant pour le prince héritier saoudien Mohammed Ben Salman : à moins de 67 dollars le baril, le budget du pays est dans le rouge et « MBS » n'a plus de quoi financer la guerre meurtrière au Yémen et son plan de réformes « Vision 2030 », dont le crédit a déjà été écorné par l'affaire Khashoggi.

Ces allers-retours traduisent une grande incertitude sur les marchés et incitent les observateurs à la prudence. « Une baisse impor-

tante de la production des grands producteurs pétroliers aurait des incidences négatives pour les marchés et les rendrait encore plus », a jugé lundi le directeur de l'AIE, Fatih Birol, appelant les pays producteurs à « faire preuve de bon sens ».

Quelques jours plus tôt, l'Agence émettait un avertissement d'un autre genre : si les investissements des compagnies pétrolières ne reprennent pas, la planète pourrait manquer de pétrole dès 2025. A moins que la production américaine dépasse une nouvelle fois les prévisions et vienne combler la chute inexorable des champs pétroliers existants. ■

NABIL WAKIM